



**Régis Fraisse**  
**Conseiller d'Etat,**  
depuis le 31 décembre 2012

**Président de la Cour administrative d'appel de Lyon**  
depuis le 6 mai 2016

Né le 3 août 1952 à Saint Pierre d'Albigny (Savoie)  
Marié, trois enfants

Ardéchois d'origine, savoyard de naissance (1952) et lyonnais d'adoption depuis 1975, M. Régis Fraisse est titulaire des diplômes du premier degré et du second degré de l'Institut d'études du travail et de la sécurité sociale de Lyon (1977 et 1978) et du diplôme d'administration publique (1983).

Il a débuté sa carrière en juridiction administrative au sein du tribunal administratif de Lyon (1984) puis de la cour administrative d'appel de Lyon (1988), juridiction qu'il a contribué à faire naître dès 1988 comme premier greffier en chef.

Puis il a été nommé conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel en septembre 1989 : d'abord au tribunal administratif de Grenoble (1990/1993) et de Nouméa (1993/2000) puis à la cour administrative d'appel de Lyon comme premier conseiller (2000/2001).

En juillet 2001, il est nommé au Conseil constitutionnel d'abord comme chargé de mission (juillet 2001/août 2003) puis comme chef du service juridique (septembre 2003/août 2011) sous les présidences d'Yves Guéna, de Pierre Mazeaud et de Jean-Louis Debré.

Il présidera ensuite les tribunaux administratifs de Nouvelle-Calédonie et de Mata-Utu de septembre 2011 à fin décembre 2012.

Le 31 décembre 2012, il intégrera le corps du Conseil d'Etat au grade de conseiller d'Etat comme rapporteur à la 4ème sous-section puis assesseur à la 10ème sous-section en septembre 2013.

### ***Activités extérieures actuelles***

Professeur associé à l'Université Lyon III Jean Moulin

Rapporteur indépendant en matière de sanctions devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel

Membre de la mission créée par le Premier ministre sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie

Auteur de nombreux articles et ouvrages : voir sa bibliographie ci-dessous

### ***Les distinctions honorifiques***

Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur (2006)

Officier de l'ordre national du Mérite (2011)

# BIBLIOGRAPHIE de Régis FRAISSE

## Droit des biens

- **Peut-on déclasser le domaine public restant affecté à un service public ?** *Droit administratif*, 2005 (6), p. 22
- **La propriété du littoral : la place du domaine public maritime**, Colloque organisé par le LARJE, Université de la Nouvelle-Calédonie, « Patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie, aspects juridiques », 19 septembre 2012, (à paraître)

## Droit des collectivités territoriales

- **Quelle est la portée du « principe de subsidiarité ?** *Droit administratif*, 1<sup>er</sup> août 2005, p. 21.

## Droit constitutionnel

- **Le 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Constitution de la V<sup>o</sup> République**, émission télévisée et conférence publique à Nouméa et à Koné en octobre 1998.
- **Les modes d'interprétation du Conseil constitutionnel : retour sur le référendum local**, *Collectivités Territoriales Intercommunalité*, 2004 (11), pp. 6
- **L'organisation du travail du service juridique dans le cadre de la contribution au processus de prise de décision effectué par les juges des cours constitutionnelles**, Exposé français présenté lors de la III<sup>ème</sup> conférence des secrétaires généraux de cours constitutionnelles réunie à Bled en Slovénie les 29 et 30 septembre 2005
- **Lecture, interprétation et autorité des décisions du Conseil constitutionnel**, ENM, 10 mars 2010
- **La chose jugée par le Conseil constitutionnel dans les motifs et le dispositif de ses décisions et la QPC**, *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 30, janvier 2011
- **QPC et interprétation de la loi**, *Les Petites affiches*, 5 mai 2011, n° 89, p. 5
- **Commentaire de la décision 2011-152 QPC**, M. Claude C., *Gazette du palais*, 9-11 octobre 2011, n° 282-284, p. 19-20
- **Le Conseil constitutionnel et l'autorité des décisions juridictionnelles en 2004 et 2005**, Accueil des nouveaux conseillers de tribunal administratif et de cour administrative d'appel, 2006
- **L'autorité des décisions du Conseil constitutionnel**, Cycle de conférences de droit constitutionnel, 27 mai 2009, *Justice et Cassation, Revue annuelle des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, Dalloz*, p. 195

- **Le Conseil constitutionnel exerce un contrôle conditionné, diversifié et modulé de la proportionnalité**, Colloque organisé par l’université de La Réunion, *Petites Affiches*, 5 mars 2009, n° 46, p. 74
- **Le contrôle de constitutionnalité des lois du pays**, Colloque organisé par le LARJE, Université de la Nouvelle-Calédonie, 19 juillet 2010 ; *Politeia*, n° 20, décembre 2011
- **La question prioritaire de constitutionnalité devant le juge administratif**, *Le Courrier juridique des finances et de l’industrie*, n° 59, 2010, p. 2
- **La procédure en matière de QPC devant le Conseil constitutionnel, considérations pratiques**, Premiers états généraux du droit administratif, 30 juin 2011 ; *AJDA*, 2011, p. 1246
- **L’article 16 de la Déclaration, clef de voûte des droits et libertés**, *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 44, juin 2014
- **La QPC vue de l’intérieur**, Colloque Les 5 ans de la QPC, Lyon III Jean Moulin, 15 avril 2015
- **L’influence du droit d’origine externe sur la jurisprudence du Conseil constitutionnel**, avec Valérie Le Bihan, ouvrage collectif à paraître

### **Droit électoral**

- **Les élections sénatoriales de 2004 devant le Conseil constitutionnel**, *Petites affiches*, 17 févr. 2005, p. 6
- **Les Cours constitutionnelles et le contrôle des actes préparatoires : l’expérience du Conseil constitutionnel français**, ACCPUF, Bulletin n° 5.2, mai 2005, p. 53
- **Contentieux électoral : l’expérience du Conseil constitutionnel français : instruction des requêtes, dispense d’instruction**, ACCPUF, Bulletin n° 5.2, mai 2005, p. 157

### **Droit de l’environnement**

- **Affichage et publicité**, Note sous TA Grenoble, 4 octobre 1991, SA Sayag Electronic : *Revue juridique de l’environnement*, n° 3, 1992, p. 345
- **La participation du public en matière de droit de l’environnement**, *RJEP*, mai 2013, n° 708, p. 3

### **Droit des finances publiques**

- **Les redevances pour service rendu. Tentative de clarification**, *Droit administratif*, 2005 (6), p. 12.

## **Droit des libertés publiques**

- **Le droit des étrangers**, Journée juridique organisée par le barreau des avocats de Grenoble et le GISTI en mars 1992
- **La sécurité juridique vue du Conseil constitutionnel et par un juge administratif**, Université Lyon 2, 12 mars 2004
- **Liberté de la presse, Aide à la presse, Carte de journaliste**, *Jurisclasseur administratif*, Fasc. 270 et 271, novembre 2005 – Refonte octobre 2013
- **La question prioritaire de constitutionnalité et la liberté d’entreprendre**, RJEP, n° 689, août-septembre 2011, p. 3
- **Les « motos taxis » devant le Conseil constitutionnel**, RJEP, décembre 2013, n° 714, p. 27

## **Droit de l’outre-mer**

- **La hiérarchie des normes applicables en Nouvelle-Calédonie**, *R.F.D.A.*, 2000, p. 77
- **La loi et l’outre-mer après la révision constitutionnelle** : l’exemple du droit d’asile, *A.J.D.A.*, n° 15/2004, p. 811
- **Le Conseil d’État, conseil et juge de l’outre-mer**, *A.J.D.A.*, n° 20/2007, p. 1113
- **De nouvelles normes outre-mer pour une nouvelle hiérarchie**, Journée d’études du CERCCLE, 26 octobre 2007, Bordeaux ; in « L’outre-mer français : un « modèle » pour la République ? », *Presses Universitaires de Bordeaux*, Pessac, 2008, p. 33
- **Les collectivités territoriales régies par l’article 74 de la Constitution**, *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 35, Dossier : La Constitution et l’outre-mer, avril 2012

## **Droit processuel**

- **Pour la création d’une procédure d’ordonnance simplifiée soumise à un droit d’opposition**, colloque organisé par le Syndicat de la juridiction administrative à l’occasion du cinquantenaire des tribunaux administratifs, 15 octobre 2004, Conseil économique et social ; *JCP (A)*, 2005, p. 1226

## **Droit parlementaire**

- **Il existe encore des cavaliers sociaux !** en collaboration avec Damien Chamussy, *Les Petites Affiches*, 20 janvier 2006, n° 15, p. 6

– **Six ans de lois organiques devant le Conseil constitutionnel (2001-2006). Bilan et perspectives**, *Les Petites Affiches*, 29 novembre 2006, n° 238, p. 8

### **Droit de la responsabilité**

– **Avalanches et responsabilités administratives**, 2<sup>ème</sup> journée juridique du Centre d'études et de recherches sur la neige à Albertville, 7 novembre 1992

– **La responsabilité des chefs d'établissements scolaires**, session de formation au vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie en 1993, 1994, 1997 et 1999

– **La responsabilité hospitalière**, cycle de conférences pour médecins et personnels hospitaliers de Nouméa en 1994

– **Le législateur et le juge en matière de responsabilité : duo ou duel ?**, Journée d'études du Conseil d'État du 30 novembre 2005 ; *AJDA*, 28 novembre 2005, p. 2215.

### **Droit de l'urbanisme**

– **Les majorations d'une taxe d'urbanisme devant le Conseil constitutionnel**, *RJEP*, n° 700, août-septembre 2012, p. 43